



«Il y a un tabou énorme autour de la BNS. C'est comme s'il fallait toujours être dur et austère pour être bon en macroéconomie»



(GENÈVE, 28 AOÛT 2024 / CHRISTOPHE CHAMMARTIN / LE TEMPS)



Le vert'lib qui compte sur les maths

MICHAËL MALQUARTI

Le vice-président du Parti vert'libéral Genève, qui critique depuis longtemps le fonctionnement de la BNS, lance une pétition pour renforcer la formation scientifique au collège

CATHERINE FRAMMERY
✉ @cframmery

Dans les tribunes qu'il propose au *Temps*, un peu iconoclastes, il accuse la BNS de manquer à ses devoirs en ne redistribuant pas la réserve qu'elle devrait aux cantons (février 2024), d'être dirigée comme une autocratie opaque et très peu suisse (novembre 2022), et son président de ne pas dire la vérité sur ses marges d'action (mai 2020). Depuis 2015, Michael Malquarti, 47 ans, vice-président de la section genevoise des vert'libéraux, prend régulièrement la parole sur les banques centrales, le franc fort, les crises financières. Il en a même fait un livre*. Mais son dernier fait d'armes est un pas de côté: une pétition déposée à Genève mi-août pour demander le renforcement de la formation scientifique au collège.

Le bas de la fourchette

Actuellement directeur des risques dans une société de gestion d'actifs, Michaël Malquarti vient de la science dure, doté d'un doctorat en cosmologie obtenu à Brighton après un master de physique théorique décroché à Genève. Ce sont des amis enseignants et physiciens qui l'ont

alerté. «Notre pétition ne veut pas une hausse des exigences fédérales de la maturité, elle vise à ce que les objectifs définis soient réellement atteints. Il est choquant qu'en dotation horaire pour la science, Genève soit au plus bas possible de la fourchette. On dit aux élèves qu'ils pourront tout faire quelles que soient leurs options; et ensuite on a des étudiants qui ont fait chimie-biologie et ont des problèmes en médecine ou en pharma à cause de lacunes en application de maths, alors qu'ils ont choisi ce qui semblait le plus adapté...» Et de rappeler qu'un bon bagage mathématique sert toute la vie: «Je regrette de voir des données mal interprétées mener parfois à des conclusions erronées dans le débat public.»

Le physicien peut compter sur ses deux enfants nés en 2007 et 2009 pour vivre de près les réalités de l'école genevoise. Comme sur son père, qui a enseigné au Collège de Saussure, où il fut collègue de Marie-Claude Sawerschel, l'ancienne présidente des vert'libéraux à Genève – le monde est petit, surtout au bout du lac. Soucieux de s'impliquer dans la vie publique, il a hésité un moment entre Les Vert-e-s et le

Parti vert'libéral – «un spin-off des Vert-e-s», rappelle-t-il. «Il est venu à une assemblée générale en ligne, au moment du covid. On a passé des heures à discuter par Zoom et c'était passionnant», raconte l'ancienne professeure et directrice du collège. Comment s'est-il finalement décidé? «J'ai des affinités avec Les Vert-e-s chez qui j'ai des amis, explique Michaël Malquarti. Mais ce parti s'est beaucoup déplacé vers la gauche. Or je suis aussi un amoureux de la liberté. Lors de mes premiers contacts avec le PVL, j'ai rencontré des gens comme Marie-Claude Sawerschel ou Marc Wuarin. Leur ouverture d'esprit m'a plu, comme le fait qu'il y ait beaucoup de jeunes, avec qui je me vois construire un avenir pour notre pays.»

La crise de 2008 l'a beaucoup mobilisé. Il suivait déjà la situation en Islande, d'où sa femme est originaire, et où l'économie s'est brutalement effondrée; il voit ensuite les banques centrales dépenser des fortunes «pour aucun résultat. On avait ce chômage persistant en particulier en Europe qui était... incompréhensible». Il passe des soirées à dessiner des bilans de banque centrale, à essayer de comprendre, jusqu'à son «moment eurêka». «Les banquiers centraux s'acharnaient à relancer l'économie par le crédit, mais une entreprise n'emprunte pas, même à bas coûts, si elle n'a pas de débouchés pour ses produits. En fait, toute la question, c'était celle du pouvoir d'achat.» Sa solution est de revoir la création et l'injection de la monnaie

PROFIL

1977 Naissance à Genève.

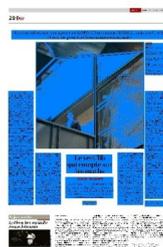
2004 Doctorat en cosmologie à l'Université du Sussex.

2005 Entre dans une société de gestion d'actifs.

LE TEMPS

Le Temps
1209 Genève
022 575 80 50
<https://www.letemps.ch/>

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebdo.
Tirage: 34'118
Parution: 6x/semaine



Page: 20
Surface: 93'476 mm²



Éditions Slatkine
GENÈVE

Ordre: 844003
N° de thème: 844.003
Référence: 93126582
Coupage Page: 3/3

2018 Publie un essai, «Pour un nouvel ordre monétaire».

2021 Entre au Parti vert libéral Genève en septembre, en devient vice-président en mai 2023.

– et si la BNS distribuait des milliers de francs à chacun? – avec un souci de faisabilité opérationnelle. «J'avais imaginé le même outil que pour la distribution de la taxe sur le CO₂: un rabais sur nos primes d'assurance maladie.»

La force, qu'est-ce que c'est?

Il s'interroge aussi sur le franc fort, «qui nous fait du tort mais que nous percevons en même temps comme une marque de supériorité». «Si on avait distribué de l'argent à la population ou aux collectivités publiques, on aurait augmenté la masse de francs en circulation et fait baisser la pression sur notre monnaie sans augmenter le bilan de la BNS. Mais il y a un tabou énorme autour de la BNS. C'est comme s'il fallait toujours être dur et austère pour être bon en macroéconomie. Non, il y a des fois où distribuer de l'argent, c'est la bonne solution d'un point de vue macroéconomique! Dans le cas de la Suisse, c'était clairement le cas, et ça pourra encore l'être dans l'avenir.»

Le libéral regrette que les politiciens ne s'impliquent pas plus dans ces débats. «La plupart ne comprennent pas le fonctionnement d'une banque centrale, complètement contre-intuitif. Notez qu'en face, à la BNS on ne veut pas du tout engager la discussion avec le monde politique, dont on se méfie... Mais en démocratie, c'est le politique qui décide; et il doit prendre ses responsabilités quand il y a des dysfonctionnements.»

Que pense-t-il de la porte entrouverte au retour du nucléaire? «Il ne doit pas y avoir de tabou, mais cette polémique me paraît totalement stérile, car purement rhétorique, des deux côtés: il n'y a pas de

plan concret de redéploiement du nucléaire en Suisse, en revanche il y a un plan concret de déploiement des renouvelables. Allons de l'avant avec ce plan.» Une question de rationalité. ■

* **Pour un nouvel ordre monétaire**
(Ed. Slatkine, 2018, 216 pages)